

## Burundi : le président de l'assemblée nationale s'exile en Belgique

APA, 28-06-2015 Bujumbura (Burundi) - Le président de l'Assemblée Nationale, du Burundi, M. Pie Ntavyohanyuma officiellement annoncé ce dimanche depuis la Belgique qu'il a pris la décision de ne plus retourner dans son pays du fait de l'insécurité grandissante et du forcing vers les élections non inclusives. Cette décision survient après le deuxième vice-président de la République, Gervais Ruyikiri, lui aussi réfugié à Bruxelles la semaine dernière.

Dans une interview accordée sur France 24, Pie Ntavyohanyuma a confirmé ce que l'on soupçonnait à Bujumbura depuis longtemps. Il a publiquement annoncé qu'il compte parmi ceux du parti au pouvoir qui s'opposent à la troisième candidature du président Pierre Nkurunziza. Pie Ntavyohanyuma a demandé au président Nkurunziza de cesser ce forcing qui viole les textes fondamentaux de la République, à savoir la Constitution et les Accords d'Arusha, lesquels, a-t-il dit, avaient favorisé un "miracle de cohabitation pacifique entre les différentes composantes de la nation Burundaise". Pie Ntavyohanyuma a également demandé au président Nkurunziza de retirer sa candidature qu'il juge "illégale." Il avait voyagé mercredi dernier officiellement pour aller se faire soigner. Le président du Sénat, Gabriel Ntizezerana aurait également quitté le pays il y a une semaine. Des rumeurs indiquent qu'il aurait également fui le pays. Les proches du président Nkurunziza continuent de fuir le pays à la veille des élections locales contestées par une partie de la population. Les Burundais de la capitale, Bujumbura guettent avec angoisse le jour du vote, car la date de sa tenue divise le pouvoir et l'opposition. Le principal argument agité par le gouvernement pour rejeter toute idée d'un nouveau report du calendrier électoral est qu'il doit éviter tout vide institutionnel. D'où sa décision de maintenir les élections législatives et communales ce lundi et la présidentielle au 15 juillet, malgré les demandes répétées de la communauté internationale. Le groupe de facilitation du dialogue interburundais qui a répondu à cet appel sans succès, assurément qu'avec sa proposition de regrouper les élections législatives, communales et présidentielle au 30 juillet, il n'y aurait pas eu de vide institutionnel tant invoqué par le pouvoir. Deux mois de manifestations pacifiques n'ont pas flatté l'avis du président Pierre Nkurunziza pour qu'il retire sa troisième candidature contestée non seulement au sein de son propre parti, mais également au sein de l'opposition et la société civile. La population craint que les manifestations pacifiques ne se substituent à une guerre civile.